

IL NOUS MENT SUR TOUS LES FRONTS... POUR LA SECU, L'ENERGIE...



Sur les retraites :

L'an passé, le gouvernement a présenté comme une réforme de progrès des mesures anti-sociales qui amputent considérablement le droit à la retraite des salariés. Les nouveaux retraités en subissent aujourd'hui tous les méfaits. Et pourtant, le gouvernement continue d'affirmer qu'il a sauvé la retraite...

Il nous ment, il nous ment !

Sur la culture :

L'an passé, le gouvernement a validé une nouvelle règle d'indemnisation du chômage pour tous les salariés intermittents du spectacle, prétendant qu'elle garantirait l'avenir

de leur profession. C'est le contraire qui s'est passé : des dizaines de milliers de professionnels du spectacle et de la culture ont été exclus de toute indemnisation, compromettant la création et la vie culturelle du pays... Ce qui n'empêche pas le gouvernement d'affirmer qu'il défend l'exception culturelle...

Décidément, il nous ment !

Sur la décentralisation :

Depuis plusieurs mois qu'est lancé par Raffarin son projet de décentralisation, beaucoup, dont la CGT, dénoncent l'abandon par l'Etat de ses missions. Le gouvernement prétend qu'il n'en sera rien. Pourtant, nous constatons que ce désengagement est déjà une réalité pour les contrats de plan qu'il avait signé avec les Régions : les gels de crédit de l'Etat en Ile de France représentent 2 ans de retard et 8

mois en Aquitaine ! Baisser les impôts et laisser l'ardoise aux Régions, aux Départements et aux Communes,

ça s'appelle comment ? Détournement ou désengagement ?

Sur l'UNEDIC :

En janvier de cette année, une nouvelle règle d'indemnisation concernant cette fois tous les chômeurs est entrée en vigueur, privant des centaines de milliers d'entre eux de droits qui leur avaient été pourtant accordés par écrit. Cette nouvelle règle, totalement injuste, avait elle aussi été validée par le gouvernement. Il nous l'a présentée comme indispensable pour sauver l'UNEDIC de la faillite. Pourtant, un tribunal a reconnu que le déséquilibre financier de l'UNEDIC avait été organisé par ses gestionnaires, au premier rang desquels figure le Médef... Médef, dont un des dirigeants, Francis MER, était il y a peu, membre du gouvernement... ils nous refont le coup du déficit en n'octroyant qu'1% d'augmentation aux chômeurs au 1^{er} juillet !

Qui gouverne? Et qui nous ment ?

Sur EDF et GDF :

Depuis plusieurs mois, le gouvernement prétend qu'il est obligé d'ouvrir le capital d'EDF et pour cela de transformer ce service public en Société Anonyme. Le commissaire européen en charge des questions de l'énergie, interrogé par la CGT, a pourtant répondu que la directive européenne n'imposait pas cette mesure...

Il nous ment effrontément !

Pour la Sécu :

La manipulation est la même. Mais en plus, il nous culpabilise et nous rend responsable du déficit pour mieux nous taper au porte monnaie sans toucher au pactole du patronat.

Alors n'attendons pas que la réforme de la sécu soit votée au parlement pour la combattre !

De nombreuses professions et catégories sociales en ont pris conscience ces derniers mois et ont marqué des points face au gouvernement : intermittents du spectacle, chercheurs, chômeurs...

Même face au mensonge, la lutte peut s'organiser et gagner !

Car la liste est longue des mensonges de Chirac, Sarkozy, Raffarin et de ses ministres, qui nous montre combien ce gouvernement est passé maître dans l'art de maquiller en réforme de progrès ses plans de régression sociale.

La CGT appelle à faire grandir la mobilisation des salariés :

- en débattant de ces questions dans les entreprises, les services publics, les administrations pour construire, **d'ici le 29 juin**, jour d'ouverture du débat parlementaire sur la Sécu, un rapport de force capable de faire reculer le gouvernement.
- Dès aujourd'hui, en manifestant avec les salariés d'EDF notre attachement au service public de l'énergie.

Décidons, entre salariés, avec les organisations syndicales, des formes d'action à mettre en oeuvre dans les entreprises, les services publics, les administrations,

L'Union Locale CGT de Bourges appelle les Syndicats
à organiser des délégations et à se rassembler :

**MARDI 29 JUIN 2004
à 11h30**

devant le siège de l'UMP

3, Rue Jean Jacques Rousseau (pont d'Auron)

⇒ **Afin d'exiger le retrait du projet de loi sur l'Assurance Maladie**

⇒ **Et l'ouverture de véritables négociations prenant en compte les besoins !**

Si nous ne voulons pas nous réveiller demain dans une France qui soit devenue la copie conforme de l'Angleterre de Thatcher, c'est aujourd'hui qu'il nous faut nous mobiliser massivement, toutes professions confondues, pour garantir la sécurité sociale, l'indemnisation du chômage, de vrais services publics, le droit du travail, de vrais emplois, et des salaires à la mesure de nos besoins.

Oui, il est temps de faire le lien :

- Entre toutes ces questions de société, car leur dénominateur commun, c'est l'appétit du patronat qui exige toujours plus des salariés, en cherchant à leur accorder toujours moins de salaire et de droits.

- Entre les différentes luttes qui s'organisent dans les entreprises : pour les salaires, l'emploi, les statuts, les conditions de travail...